

Forum : Conseil de sécurité

Sujet : L'eau au cœur du conflit Israélo-Palestinien

Membres de l'État-Major et positions: Baptistelle PALDINO (Présidente) ; Noémie PIOLAT (Facilitatrice) ; Aurélia VAILLANT (Facilitatrice)

Introduction

La question du partage de l'eau est une question brûlante au Proche-Orient. Dans cette région où le stress hydrique est omniprésent, les tensions s'intensifient autour de cette ressource qui, de par sa nature se fait fi des frontières politiques. Cela exige donc une gestion transfrontalière commune ; ce qui est loin d'être le cas au Proche-Orient. La rivalité entre l'Israël et la Palestine doit être indissociable de la lutte pour ce liquide vital qu'est l'eau.

En effet il faut savoir qu'un Israélien dispose en moyenne de quatre fois plus d'eau qu'un Palestinien. La question du partage de l'eau demeure ainsi comme un point clé d'un éventuel processus de paix dans cette région du Proche-Orient.

Toutefois, il faudra prendre en compte l'évolution et la situation de chaque pays, trouver des solutions exécutoires afin de parvenir à un accord durable, concernant cette ressource naturelle, entre Israël et la Palestine.



Carte de la Palestine et de l'Israël

Définition des termes clés

Stress hydrique

On parle de pénurie d'eau ou de stress hydrique lorsque la demande en eau dépasse les ressources disponibles ; les pays du Proche-Orient, du Moyen-Orient, d'Afrique et de l'Asie

sont considérablement touchés par ce phénomène.

OLP

L'Organisation de Libération de la Palestine est une organisation palestinienne politique et paramilitaire, créée le 28 mai 1964 au Caire, en Egypte. Depuis sa création, l'OLP, qui comporte des institutions politiques, s'est présentée comme un mouvement de résistance armée représentant les Palestiniens. L'Organisation de Libération de la Palestine est désormais reconnue comme le partenaire palestinien des négociations pour régler le conflit Israélo-Palestinien.

Le Hamas

Mouvement islamiste constitué d'une branche politique et d'une branche armée, principalement actif à Gaza. Sa charte affirme que « la terre de Palestine est une terre islamique ». Le mouvement prône la destruction de l'État d'Israël et l'instauration d'un État islamique palestinien sur tout le territoire de l'ancienne Palestine mandataire, c'est-à-dire incluant l'État d'Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Le Fatah

Mouvement de libération de la Palestine fondé par Yasser Arafat au Koweït en 1959. Bien que la quasi-totalité des représentants de ce parti soit musulmane, le Fatah se déclare laïque (contrairement, par exemple au Hamas qui est musulman et islamiste) et politiquement neutre (contrairement par exemple au Front populaire de libération de la Palestine) alors qu'il appartient pourtant à l'Internationale socialiste. Il représente le mouvement le plus important au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine.

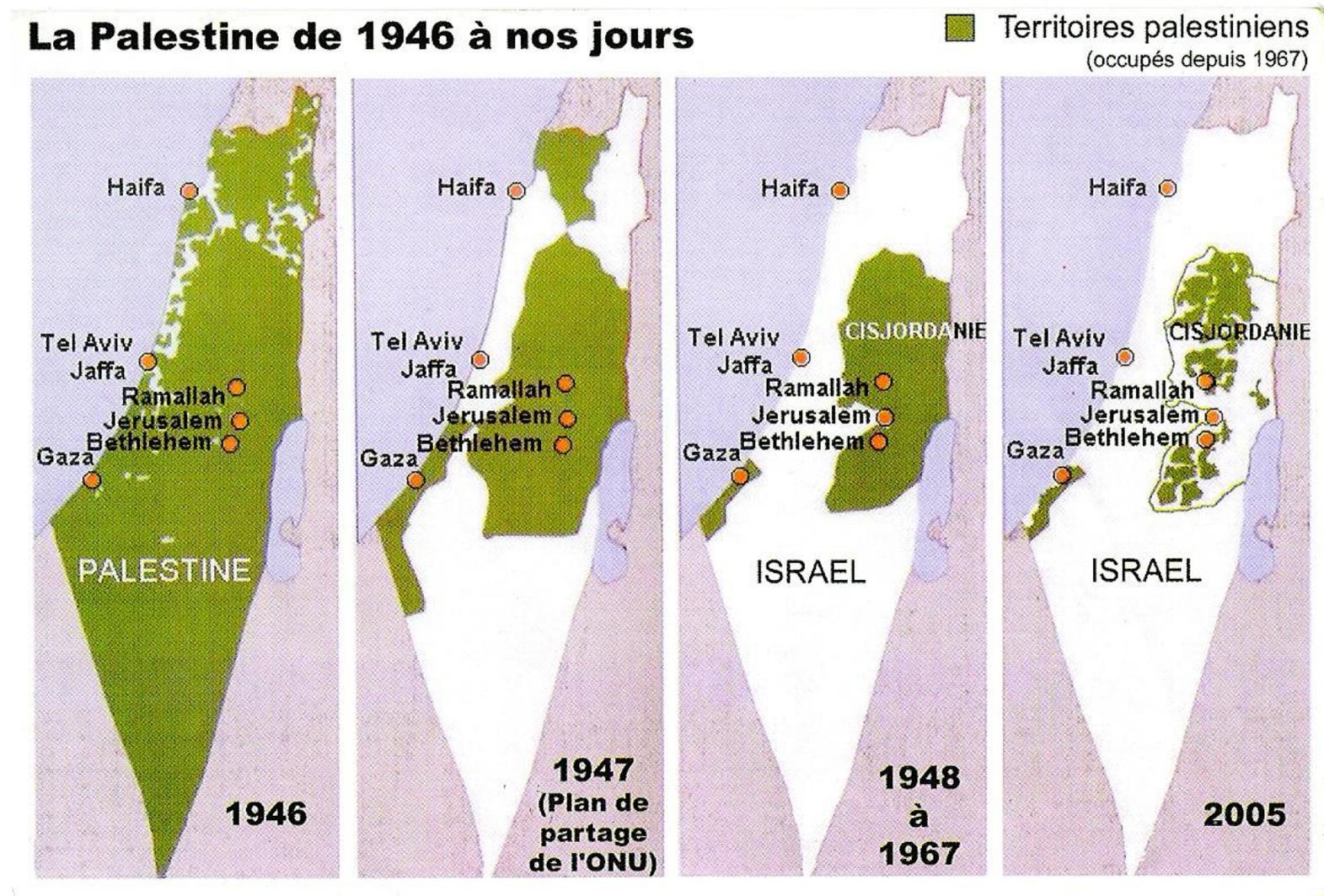
Le conflit Israélo-Palestinien

Au début du XX^{ème} siècle, principalement à cause de mouvements antisémites qui émergent en Europe, certains Juifs, dans le but de se protéger et de lutter contre ce racisme, décident de fonder leur propre Etat. Ces Juifs se rassemblent alors au sein du mouvement sioniste pour créer un État en Palestine. Après la Seconde Guerre Mondiale, alors que l'opinion occidentale découvre l'horreur des camps de concentration et des génocides perpétrés à l'encontre des Juifs, les bouleversements des rapports de forces internationaux aboutissent au partage de la Palestine. Le 29 novembre 1947, les Nations Unies adoptent la *résolution 181* qui prévoit un État Juif sur 56 % de la terre de Palestine et un État Arabe sur les 44 % restants. Le 14 mai 1948 est prononcée la déclaration d'indépendance d'Israël sur le territoire Palestinien.

Cependant, la création de ce nouvel État entraîne de nombreux désaccords entre les Arabes et les Israéliens. Entre les années 1949 et 1956, les Palestiniens mènent des «actions de guérilla» contre les Israéliens, ce qui provoque de sanglantes ripostes israéliennes. En 1967, l'Egypte veut prendre sa revanche et attaque Israël avec l'aide de ses alliés jordaniens et syriens, dans le but d'obtenir le retrait des casques bleus. Les Israéliens déclenchent alors une guerre qu'ils remportent en 6 jours et qui leur permet de conquérir de très importants territoires, dont la bande de Gaza, la Cisjordanie et la « Vieille Ville de Jérusalem ». En novembre 1967, suite à ces événements, les Nations Unies votent la *résolution 242* et ordonne l'évacuation des territoires conquis par Israël. Le gouvernement israélien exige en contrepartie la reconnaissance de son existence et les territoires précédemment obtenus ne

sont donc pas évacués.

Créée en 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) gagne son indépendance. Yasser Arafat en devient, en 1969, le président jusqu'à sa mort en 2004 et la résistance va peu à peu s'engager dans la voie de la revendication d'un Etat palestinien



indépendant, à côté d'Israël.

Répartition du territoire palestinien et israélien de 1946 à nos jours

La dimension cruciale de l'eau dans ce conflit

La région du Proche-Orient connaît un climat aride et semi-aride et l'eau rare est de plus en plus considérée comme cruciale pour le bien-être de ces pays et de ces peuples. Les territoires occupés Palestiniens, particulièrement dans les zones élevées de Cisjordanie, sont dotés d'abondantes ressources en eau, en comparaison au reste du Moyen et du Proche Orient. Cependant, les restrictions sévères imposées aux Palestiniens par Israël (en matière de forage pour l'eau, de plantations et d'irrigation) ont maintenu les quantités d'eau disponibles pour les Palestiniens à un faible niveau. La FAO (Food and Agriculture Organisation) estime que la quantité d'eau potable, de bonne qualité, disponible par personne et par an en Israël est de 250m³, contre 85m³ dans les Territoires Palestiniens. Les politiques israéliennes garantissent que la plus grande partie de l'eau de la Cisjordanie s'écoule sous terre vers Israël, assurant aux colons Israéliens un accès préférentiel aux ressources en eau. En conséquence, une crise de l'eau d'origine humaine dégrade les conditions de vie du peuple Palestinien.

Les conflits actuels autour de l'eau existent depuis la création de l'Etat d'Israël et se sont particulièrement intensifiés lors de la guerre de Six Jours. En effet, cette guerre avait

débuté le jour où Israël avait décidé d'intervenir contre le détournement des eaux du Jourdain. Suite à cette intervention, une tension sourde et permanente s'installe le long de la frontière israélo-syrienne. Lors de la Guerre des Six Jours, les Israéliens ont conquis de nouveaux territoires possédant des ressources en eau, notamment le plateau du Golan et la Cisjordanie. Ainsi, en contrôlant ces nouvelles zones, le gouvernement Israélien acquiert des ressources hydrauliques en plus. On peut donc penser que la sécurité de l'approvisionnement en eau d'Israël est un motif majeur du déclenchement de l'attaque de 1967.

Pays et organisations concernés

Bolivie

La Bolivie soutient la Palestine et accuse Israël. Elle a en effet rompu ses relations diplomatiques avec Israël en 2009 après une opération meurtrière à Gaza. En 2014, le président bolivien Evo Morales a déclaré qu'Israël était un "État terroriste".

La solution à deux Etats (l'un Israélien et l'autre Palestinien sur ce territoire du Proche-Orient) est vigoureusement plaidée par la Bolivie et l'Uruguay.

Chine

En 2016, la Chine a appelé la Communauté Internationale à promouvoir des négociations pacifiques dans le conflit qui oppose la Palestine et Israël.

De plus, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine souhaite conjuguer ses efforts avec la communauté internationale pour promouvoir la résolution du problème Israélo-Palestinien.

Egypte

Premier pays arabe à avoir signé un traité de paix avec Israël en 1979, l'Égypte a souvent joué un rôle déterminant d'intermédiaire entre l'Etat hébreu d'Israël et *le Hamas* (*cf définition des termes clés*). Le Hamas a cependant été interdit en Égypte en 2014, accusé d'avoir collaboré à des attentats dans le pays.

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a proposé en 2016 d'aider à relancer le processus de paix Israélo-Palestinien, des diplomates et dirigeants égyptiens et israéliens se sont rencontrés afin de relancer ces négociations.

Etats-Unis

Arbitres du conflit Israélo-Palestinien depuis 60 ans, les Etats-Unis ne ménagent pas leurs efforts pour négocier une paix durable dans la région du Proche-Orient. Donald Trump recevra même, le 3 mai 2017, le président palestinien Mahmoud Abbas à la Maison Blanche, à Washington, dans le but de relancer l'effort de paix avec Israël.

Ethiopie

L'Ethiopie entretient des relations chaleureuses avec Israël, la visite du premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, en juin 2016 a renforcé cette relation.

Fédération de Russie

La Fédération de Russie entend trouver des accords pour résoudre le conflit Israélo-Palestinien. Dans un communiqué, Moscou se redit pour la solution à deux Etats au Proche-Orient et indique qu'il considère Jérusalem-Ouest comme la capitale d'Israël. «La Russie et Israël entretiennent d'excellentes relations diplomatiques, militaires, économiques, scientifiques et culturelles» confirme le premier ministre russe, Dmitri Anatolievitch Medvedev, en novembre 2016.

France

La France soutient Israël et la Palestine et considère que le conflit ne pourra être résolu que par la création d'un Etat Palestinien indépendant, viable et démocratique, vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël, dont Jérusalem doit devenir la capitale des deux Etats (Israël et le futur Etat de Palestine).

La France a lancé une initiative pour relancer le processus de paix et apporte son soutien à l'autorité Palestinienne et à Mahmoud Abbas, qui défend le camp de la paix

Japon

En 2010, Le Japon a décidé d'améliorer l'accès à l'eau pour les collectivités rurales de Cisjordanie, en faisant une donation de 193 960 dollars pour la réalisation de deux projets : un projet de citernes à Hébron, ville palestinienne de Cisjordanie et la réhabilitation de la canalisation principale allant d'Al-Badhan à Naplouse, importante cité de la Palestine.

Kazakhstan

Le Kazakhstan suit les directives de vote de la Fédération de Russie et soutient toutes les initiatives Palestiniennes.

En revanche, Jérusalem conserve tout de même de bonnes relations avec le Kazakhstan.

Royaume-Uni

Le Royaume Uni a manifesté en 2016 son accord concernant l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine. En janvier 2017, il a empêché une résolution anti-Israël du Conseil des Affaires étrangères de l'UE ; le Royaume-Uni se positionne clairement en faveur d'Israël.

Sénégal

Suite à l'adoption de la *résolution 2334* du 23 décembre 2016, Israël a annulé ses programmes de coopération avec le Sénégal. Quelques heures après l'adoption de cette résolution, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, avait ordonné "une série de mesures diplomatiques" contre la Nouvelle-Zélande et le Sénégal, à l'initiative du vote.

Suède

La Suède est le premier pays d'Europe occidentale à avoir officiellement reconnu l'Etat Palestinien et qui continue à travailler pour une résolution du conflit Israélo-Palestinien.

Un émissaire spécial, chargé de trouver une solution à ce conflit qui touche le Proche-Orient, a été nommé en février 2017 par la ministre suédoise des Affaires étrangères, Margot Wallström.

Ukraine

L'Ukraine a soutenu la *résolution 2334* adoptée par les Nations Unies en 2016, ce qui n'a pas du tout plu à Jérusalem. Israël a reporté la visite du Premier ministre ukrainien Volodymyr Groïsmann à Jérusalem, en raison du soutien de l'Ukraine à la *résolution 2334* de l'ONU et le ton est monté entre les deux pays, qui ont convoqué leurs deux ambassadeurs pour des explications.

Uruguay

La solution à deux Etats est vigoureusement plaidée et encouragée par l'Uruguay et la Bolivie. L'Uruguay soutient la Palestine et accuse Israël, tout comme son voisin, la Bolivie. L'Uruguay juge inacceptable les conséquences du conflit Israélo-Palestinien à Gaza.

Implication de l'ONU

En octobre 2016, s'est tenue, à l'initiative de l'Angola, de l'**Egypte**, de la Malaisie, du **Sénégal** et du Venezuela, une réunion informelle au Conseil de Sécurité pour trouver une solution à deux Etats au conflit Israélo-Palestinien, et relancer un processus de paix entre Israël et la Palestine.

La *résolution 2334* du 23 décembre 2016 adoptée par le Conseil de sécurité à l'ONU, exhorte Israël à "cesser immédiatement et complètement toute activité de colonisation en territoire palestinien occupé, dont Jérusalem-Est" et affirme que les colonies "n'ont pas de valeur juridique". Pour la première fois depuis les années 1980, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a pu adopter une résolution, condamnant en des termes extrêmement catégoriques, les implantations israéliennes en territoire Palestinien.

Solutions envisageables

Une répartition juste et détaillée des ressources en eau du bassin du Jourdain et des aquifères (couches géologiques porteuses d'eau) de Cisjordanie et de Gaza reste à négocier entre les différents partis.

Des traités pourraient être mis en place afin de garantir une répartition en eau équitable entre la Palestine et Israël.

L'ONU pourrait également mettre en place un service qui veillerait au respect de ces traités sous peine de sanctions, à déterminer par le Conseil de Sécurité (économiques ou commerciales par exemple).

Bibliographie et Sitographie

<http://archives.cerium.ca/Tenter-d-expliquer-le-conflit>

http://questionscritiques.free.fr/moyen_orient/conflit-israelo-palestinien.htm

http://www.actioncitoyenne-yvetot.org/wp-content/uploads/2014/10/Nakba_11_MJOPARBO T.pdf

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Organisation-de-Liberation-de-la.html>

<https://www.schoolmouv.fr/terminale-l/histoire/le-conflit-israelo-palestinien-de-1947-a-nos-jours/fiche-de-cours>

<http://fr.euronews.com/2016/07/11/l-egypte-en-mediatrice-du-conflit-israelo-palestinien>

<http://www.un.org/press/fr/2015/cs11737.doc.htm>

<http://www.lefigaro.fr/international/usa-israel-palestine/>

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/processus-de-paix/article/israel-palestine-9-cles-pour-comprendre-la-position-de-la-france>

<http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/le-conflit-israelo-palestinien-180054>

<http://fr.timesofisrael.com/le-nouveau-conseil-de-securite-est-legerement-mieux-pour-israel-mais-ne-change-pas-la-donne/>

http://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/14/nouvelle-passe-d-arme-diplomatique-entre-israel-et-la-suede_4846975_3210.html

<http://fr.timesofisrael.com/le-nouveau-conseil-de-securite-est-legerement-mieux-pour-israel-mais-ne-change-pas-la-donne/>